

Rapport d'activité

2006



BANQUE
ALTERNATIVE
Investir autrement.

Table des matières

Pointe d'insolence	3
Des énergies pour le futur	4
Construire écologiquement est facile. Vivre écologiquement est plus difficile.....	6
Rapport sur l'exercice 2006	8
Explications sur la marche des affaires	11
Comptes annuels 2006	17
Fonds d'innovation	39
Indicateurs sociaux et environnementaux BAS	40
Rapport de l'organe de contrôle d'éthique	42
Rapport de l'organe de révision	43
Membres des organes et personnel	45
Rétrospective de la fondation et des exercices antérieurs de la Banque alternative BAS	51





WER
SICH NICHT
WEHRT,
ENDET AM
HERD!



WE CAN!
DO IT!



Pointe d'insolence



Claudia Nielsen

Photo: Susi Lindig

Ils me plaisent, à moi, les collages baroques de notre rapport d'activité 2006. Ils font passer un message impertinent, incongru, posent des questions que notre société ne se pose pas. Pointe d'insolence, soupçon de révolte. Parfois l'insolence va plus loin, la révolte se transforme en actes. C'est d'une révolte telle que celle-là que la Banque alternative BAS est née, d'une révolte contre la froideur d'un univers financier qui ne reculait devant rien pour réaliser des bénéfices maximums. A l'époque, certains ont considéré comme une insolence le fait de narguer l'industrie la plus puissante du pays en fondant une banque alternative.

Depuis, les temps ont changé. Ce n'est pas seulement notre rapport d'activité 2006 qui prouve que la responsabilité écologique et sociale est devenue compatible avec la réussite économique. Bon nombre de banques traditionnelles ont recours dans leur publicité à des termes tels qu'équitable, différent, durable. Cela ne doit pas nous déranger, bien au contraire: pour nous, chaque franc investi dans des hypothèques Minergie, l'énergie solaire et les projets de femmes est un franc bien investi. Nous n'allons pourtant pas jusqu'à espérer que la BAS devienne bientôt «superflue», parce que ses principes seront appliqués par l'ensemble de la société. A la BAS, la durabilité n'est pas un phénomène à la mode et qui rapporte gros. Ni un gadget de marketing. Notre démarche globale nous rend uniques à long terme. Nous avons la conviction que les gens qui veulent assumer la responsabilité écologique et sociale de leur argent continueront à s'adresser à nous. Ils ont compris que nous ne sommes pas une banque qui vend aujourd'hui des fonds durables et qui vendra demain des actions de l'industrie atomique. Cela ne nous ôte pas pour autant le désir de nous améliorer. En 2006, nous avons planifié, décidé, pris des contacts pour lancer des produits innovateurs et élargir notre gamme de prestations. 2007 sera l'année de la réalisation de ces projets. Parallèlement, nous continuerons à prendre la liberté de pratiquer l'insolence, à être une banque insolemment écologique, insolemment sociale, insolemment transparente.

L'insolence n'est pas notre apanage, comme nous le prouvent actuellement l'industrie de l'atome et celle de l'automobile. Les uns nous menacent de pénurie d'énergie pour nous inciter à accepter de nouvelles centrales atomiques. Les autres arrachent la nourriture de la bouche des affamés pour remplir les réservoirs de leurs 4x4. L'opportunisme des puissants n'est pas toujours facile à supporter. Pour l'oublier quelques instants, nous vous invitons dans la double page ci-après à un périple à travers la Suisse des énergies d'avenir. Nous remercions d'avance toutes celles et tous ceux qui continueront à soutenir la BAS envers et contre tout.

Claudia Nielsen

ADEV Solarstrom AG, Liestal:

Fr. 500 000.–

Installations solaires à Bâle et à Zurich

Proma Energie AG, Baden: Fr. 4 782 500.–

Petite centrale hydroélectrique
Windisch AG et Lotzwil BE

Circular Contracting Kessler, Aarau:

Fr. 417 500.–

Installations photovoltaïques

Bellaplant AG, Wolfwil: Fr. 2 724 050.–

Centrale de chauffage avec chaudière
à copeaux de bois pour entreprise
de jardinage

Oppliger Jean, Le Cerneux-Veusil:

Fr. 55 000.–

Installation photovoltaïque

Scierie des Eplatures SA,

La Chaux-de-Fonds: Fr. 2 932 250.–

Scierie, centrale de chauffage
avec chaudière à bois, alimentation
du réseau de chauffage à distance

ADEV Wasserkraftwerk AG, Liestal:

Fr. 4 688 947.–

Petites centrales hydroélectriques à
Luterbach SO et Langnau am Albis ZH

BS SWISS SOLAR SYSTEMS AG, Lyss:

Fr. 300 000.–

Production de modules photo-
voltaïques et de laminateurs

Association Electricité Solaire de Lullier

AESL, Genève: Fr. 108 750.–

Installation photovoltaïque

Sunseed SA, Lausanne: Fr. 419 942.–

Installations photovoltaïques

KSM Energie GmbH, Münchenbuchsee:

Fr. 60 767.–

Petite centrale hydroélectrique
à Kirchberg BE

Heizgemeinschaft, Urs et Hans-Ulrich

Spycher, Oberbalm: Fr. 105 000.–

Centrale de chauffage à copeaux de
bois

Oeko-Wärme AG, Brüttsellen:

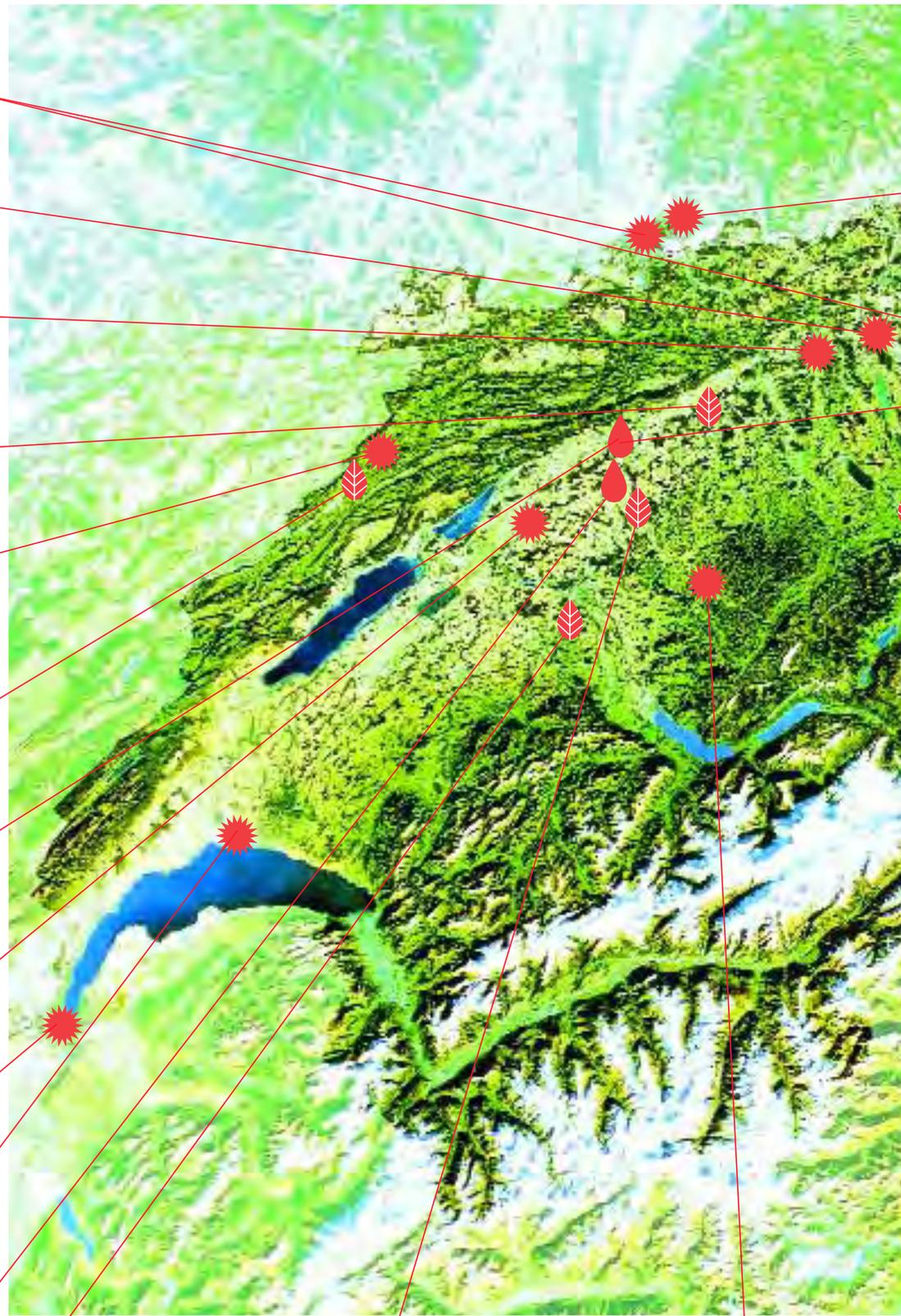
Fr. 168 000.–

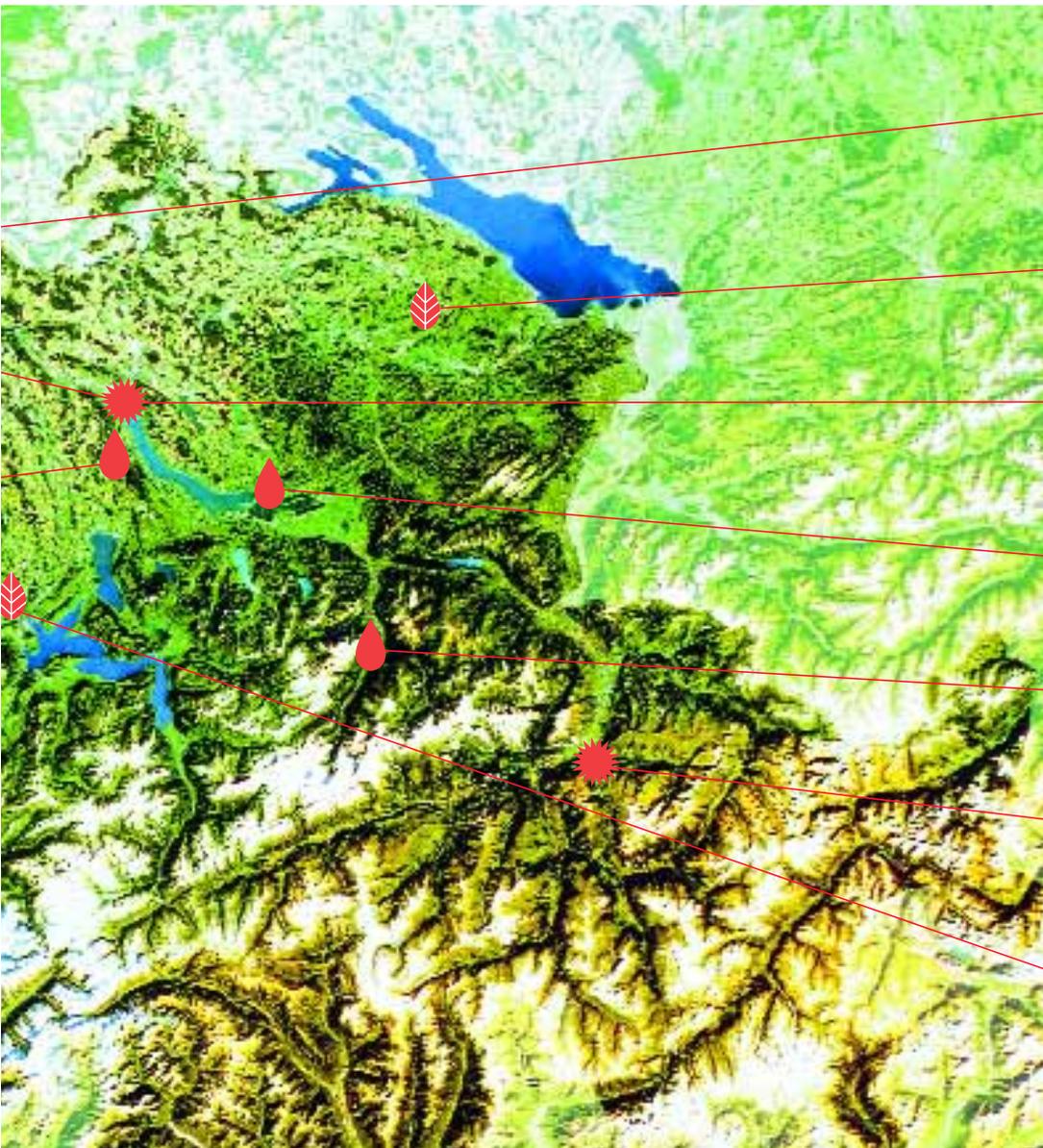
Centrale de chauffage avec chaudière
à copeaux de bois à Hasle-Rüegsau BE

S.A.G. Solarstrom AG, Signau:

Fr. 500 000.–

Installations photovoltaïques





Hoffman Jan, Riehen: Fr. 1 707 750.–

Installations photovoltaïques et maison jumelée écologique

Molkerei Biedermann AG, Bischofszell: Fr. 1 000 000.–

Laiterie biologique, centrale énergétique avec chaudière à copeaux de bois

Edisun Power AG, Zurich: Fr. 500 000.–

Photovoltaïque et contracting énergétique

Kleinwasserkraftwerk Neuhaus GmbH, Cham: Fr. 450 000.–

Petite centrale hydroélectrique à Eschenbach SG

HaKraft Linthenergie AG, Sool: Fr. 547 500.–

Petite centrale hydroélectrique

Solargenossenschaft GREINA, Coire: Fr. 17 990.–

Installation solaire

Amstutz Albert, Emmen: Fr. 3 295 768.–

Production et vente de copeaux de bois, contracting énergétique pour chaudières à bois

Des énergies pour le futur

Courant intelligent oui, électricité atomique non

Avant la prétendue pénurie d'électricité, il y a le manque réel de vérité. A coup d'arguments médiocres et à grand renfort d'argent, le lobby suisse de l'atome prépare le terrain en vue de la construction de nouvelles bombes atomiques domestiquées. Son objectif est de protéger les profits de la technologie hautement centralisée contre les avantages évidents de la production d'énergie durable et décentralisée.

C'est oublier que le futur a commencé il y a longtemps déjà. Depuis sa fondation, la BAS mise sur les énergies renouvelables. Elle vous invite à un périple – incomplet – à travers la Suisse pour faire connaissance de quelques-uns des projets énergétiques d'avenir auxquels elle participe. La BAS soutient non seulement la production durable d'énergie, mais aussi le renoncement joyeux au gaspillage. Notre «politique énergétique» personnelle et quotidienne est sans doute l'obstacle le plus difficile à surmonter sur le chemin qui mène vers la société durable, comme l'illustre l'entretien de la page suivante avec David Dober.

Photo: Keystone



Bois



Energie solaire



Energie hydroélectrique

Construire écologiquement est facile. Vivre écologiquement est plus difficile.

La vocation écologique du lotissement Via Felsenau est fixée dans ses statuts. Pour créer un lotissement «vert», les matériaux de construction et les techniques d’approvisionnement en eau et en chaleur ont été choisis avec le plus grand soin. Cependant, tous ces atouts écologiques n’influencent que de manière limitée le quotidien des personnes qui y vivent, comme l’explique David Dober, habitant et membre de l’administration de la coopérative.

Le lotissement pilote Via Felsenau à Berne a été conçu pour offrir un habitat alternatif aux gens jeunes. A l’origine, les alentours étaient aussi verts que les initiatrices et initiateurs du projet. Que reste-t-il de tout cela aujourd’hui?

David Dober: L’écologie réside dans la construction elle-même. Elle a marqué sa planification et sa réalisation. La norme Minergie a été respectée dans la mesure des possibilités financières, mais sans aération forcée, raison pour laquelle nous n’avons pas obtenu le certificat Minergie. Nous sommes raccordés à l’installation de chauffage à distance de la zone industrielle toute proche. Après quelques difficultés de départ, tout le monde est aujourd’hui satisfait de ce système. Des collecteurs solaires nous approvisionnent en eau chaude depuis le début.

...ce qui sera bientôt la règle générale pour les nouvelles constructions. Et les innovations?

Nous envisageons d’installer des capteurs de vapeur pour utiliser l’énergie calorifique qui s’accumule dans notre jardin d’hiver pyramidal. Car il faut bien l’avouer: aujourd’hui, dès que la température de l’eau chaude baisse, un chauffe-eau électrique se met en route. Les habitantes et les habitants de la 1^{re} étape n’arrosent plus qu’en partie les jardins à l’eau de pluie, qui n’est par ailleurs plus récupérée pour les toilettes. L’installation de récupération d’eau de pluie de la 2^e étape doit elle aussi être entretenue. Elle recueille l’eau du toit dans deux étangs et l’évacue dans une prairie, et si on ne cure pas les canaux, la cave est inondée en cas d’orage.

Est-ce qu’«alternative» signifie aussi mobilité alternative?

De l’extérieur, Via Felsenau reste «vert». En ce qui concerne les idéaux de ses habitantes et habitants, il n’est que légèrement plus «vert» que dans d’autres lotissements. Ici, deux tiers des ménages possèdent une voiture. Souvent les gens du voisinage se dépannent mutuellement – de sorte que nous n’arrivons pas à organiser une place de stationnement pour une voiture rouge de Mobility CarSharing.

Pourtant, la vocation écologique est fixée dans les statuts!

Via Felsenau n’échappe pas à la tendance générale. Malgré ce que déclarent ses statuts, les nouvelles habitantes et les nouveaux habitants n’ont pas besoin de faire une «profession de foi». En tant que comptable de la coopérative, je constate l’évolution actuelle dans les statistiques de consommation d’énergie: dans la 1^{re} étape, qui abrite les communautés d’habitation, elle est en augmentation constante. Sur le plan écologique, le compost à l’arrière l’immeuble n’est qu’une faible consolation. Cela étant, grâce à l’emplacement exceptionnellement ensoleillé et à l’engagement de la plupart des habitantes et des habitants, la vie est belle à Via Felsenau.

David Dober a été interviewé par Urs Walter (www.textbar-walter.ch).

Via Felsenau: habitation communautaire, discothèque et vie familiale

C’est il y a quinze ans environ qu’est né dans la grande boucle de l’Aar, au nord-ouest de Berne sur la route qui mène à Bremgarten, le lotissement écologique Via Felsenau. Aujourd’hui, six communautés d’habitation se partagent les 29 pièces de la première étape de construction. Via Felsenau est également connu pour ses soirées discothèques, régulièrement organisées au «Club Via Felsenau». Les guides des sorties de la région bernoise célèbrent à la fois le plus grand bâtiment en torchis d’Europe et l’un des meilleurs clubs.

La deuxième étape a été construite entre 2001 et 2002: 20 appartements de 2 pièces et demi à 5 pièces et demi ont été financés par un crédit BAS de 3,62 millions de francs. Ils abritent des familles et des célibataires, des jeunes et des moins jeunes, des gens de toutes les professions et de toutes les classes de revenu. Le lotissement Via Felsenau compte aujourd’hui quelque 90 habitantes et habitants.



Rapport sur l'exercice 2006

Nous sommes l'une des plus anciennes banques alternatives en Europe et probablement au monde. Notre total du bilan est le plus élevé par rapport à la population nationale. La Banque alternative BAS a ouvert ses portes à Olten à l'automne 1990, et au printemps 2006, a tenu sa 15^e assemblée générale et fêté sa décennie et demi. A cette occasion, un très grand nombre de nos actionnaires nous a fait l'amitié de se déplacer jusqu'à Bienne et nous les remercions de cette marque d'intérêt.

Thomas Bieri, actuellement chef de secteur Production des crédits, travaille à la BAS depuis sa fondation. En l'écoutant ou en lisant l'Histoire de la BAS publiée pour son anniversaire, on constate à quel point la banque et son contexte ont changé. Aujourd'hui, notre tâche consiste non plus à chercher comment faire fonctionner une banque alternative, mais à la faire évoluer pour qu'elle puisse réaliser et renforcer sa vocation d'alternative. La pratique est souvent très différente de ce qu'elle était il y a dix ou quinze ans, mais l'objectif fondamental reste le même.

Comme autrefois, nous avons de temps à autre d'âpres discussions à propos de certaines décisions. Les expressions «banque éthique» ou «banque alternative» ont tendance à sonner creux et nous devons dialoguer en permanence pour leur donner un contenu. Des questions fondamentales exigent que nous confrontions des points de vue différents en matière d'opportunités et de risques.

Décider, planifier, préparer

L'an dernier, la volonté et la capacité de décider au sein de l'équipe dirigeante ont été grandement sollicitées:

- Nous avons décidé de changer de plate-forme bancaire et opté pour Finnova, ainsi que pour l'adhésion à un réseau de banques régionales indépendantes. Cette démarche nous permettra de bénéficier de synergies opérationnelles tout en garantissant notre indépendance entrepreneuriale et idéologique.

Toute mutation informatique mobilise de considérables énergies. Celle-ci offrira à la Banque alternative BAS et à sa clientèle des perspectives nouvelles telles que l'e-banking et améliorera plusieurs prestations. Avec le nouveau système, la BAS est solidement armée pour affronter les années à venir.

- L'an dernier, la planification de l'extension des activités de conseil a pris des formes concrètes et les étapes à franchir en 2007 ont été définies. Le nouveau système bancaire permettra de remplir l'une des conditions internes nécessaires à la réalisation de ce projet.
- Les réflexions relatives au changement de plate-forme bancaire et à l'extension des activités de conseil, nous ont également permis de déterminer comment mieux répondre aux besoins de notre clientèle en désignant, pour chaque cliente et client, une interlocutrice ou un interlocuteur unique. Nous avons donc chargé la direction d'adapter l'organisation structurelle. Grâce à l'extension des activités de conseil, à la désignation d'interlocutrices et d'interlocuteurs uniques et à l'e-banking, la BAS sera encore plus proche de sa clientèle.
- Notre immeuble en location de la Leberngasse à Olten ne nous offre plus d'espace suffisant pour une expansion future. Par conséquent, nous avons demandé à la direction d'examiner d'autres solutions et d'étudier si un bâtiment autre répondait à nos besoins. Au moment de mettre sous presse, le contrat d'achat est sur le point d'être signé.
- Nous avons conclu un accord de coopération avec «notre» caisse de pension Nest Fondation collective en ce qui concerne le déménagement et l'extension de notre bureau d'information zurichois.

En résumé: nous avons finalisé les préparatifs de nombreux projets qui deviendront «visibles» pour nos actionnaires et notre clientèle en 2007. Nous nous sommes par ailleurs livrés à des discussions de principe qui serviront de base à des décisions fondamentales:

- Le nouvel organe de contrôle d'éthique a consacré sa deuxième période de révision aux directives éthiques qui régissent nos opérations de placement. La fixation du programme de révision et les entretiens avec le réviseur ont été riches en enseignements et nous ont montré que nous devons travailler à un rapprochement entre les deux mondes que sont l'éthique et la banque pour que des échanges fructueux puissent s'instaurer. Une des

La BAS est l'une des plus anciennes banques alternatives en Europe et probablement au monde.

recommandations formulées dans le rapport 2005 a été concrétisée par la création des forums d'éthique, qui permettent de débattre sans distinction de fonction des problèmes les plus aigus qui se posent dans le cadre de l'octroi de crédits.

- Nous avons actualisé et «dégraissé» notre stratégie globale. Après plusieurs discussions entre le conseil d'administration et la direction, nous avons soumis notre projet au personnel et à une expertise externe. La nouvelle version a été adoptée début 2007.
- Nos contacts avec d'autres banques éthiques en Europe, qui ont été intensifiés, nous servent de point de repère. Il est en effet utile de connaître les expériences faites par d'autres dans le cadre de processus de changement, de l'introduction de nouveaux produits ou de l'adaptation à de nouvelles prescriptions des autorités de surveillance.
- En novembre, le conseil d'administration a invité la direction et les cadres à un échange d'idées pour comparer les exigences de nos lignes directrices et leur application concrète. Nous voulions savoir où nous nous situons par rapport à d'autres banques, quelle culture d'entreprise nous visons et identifier les mesures à prendre. La surprise est venue des interprétations divergentes de nos lignes directrices actuelles. Ceci nous a incités à envisager de les revoir, dès que nous en aurons la possibilité.

Bénéfice et perspectives

Les années de fondation ont été consacrées à éponger les déficits et à investir. Chaque bénéfice était immédiatement utilisé. Ce n'est qu'à la fin des années notable que nous avons pu constituer des réserves, mais aussi faire don d'une petite somme au Fonds d'innovation et verser un dividende à nos actionnaires. Grâce aux bons résultats des derniers exercices, il nous a même été possible d'augmenter légèrement le montant distribué tout en constituant des réserves non négligeables.

En 2006, nous avons pu doter le Fonds d'innovation de quelque 85 000 francs grâce, une fois encore, à la renonciation au dividende de près de 1000 actionnaires. Cela lui a permis de soutenir sept projets prometteurs qui créent de la valeur ajoutée sociale ou environnementale,

mais qui ne sont pas encore en mesure de contracter des crédits (voir p. 39). Nous remercions ces actionnaires de leur générosité au nom des projets ainsi encouragés.

Le résultat réjouissant de l'exercice 2006 est principalement imputable à une baisse des ajustements de valeur, à un accroissement notable des autres résultats ordinaires (vente d'immeubles que nous avons repris dans le cadre d'affaires de crédits) et à une légère progression du résultat des opérations d'intérêt. Même si elle s'inscrit en faible hausse par rapport à 2005, la relation entre charges et produits, qui est de 62 %, est comparable à celle d'autres banques suisses de même taille.

Notre principale activité d'investissement, le crédit, mobilise plus d'énergies que la plupart des placements financiers ou bancaires. Par rapport à l'année précédente, le volume des prêts a augmenté et avec lui, les ressources personnelles nécessaires et par conséquent les coûts. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, notre bénéfice aurait été supérieur sans cette progression des prêts. Cependant, l'octroi de crédits est notre vocation véritable et originelle, raison pour laquelle nous renonçons à la possibilité de dégager un bénéfice plus important. Nous transformons en crédits plus de 80 % des fonds que notre clientèle nous confie, alors que cette proportion n'atteint que 50 à 60 % dans la plupart des banques qui nous sont idéologiquement proches.

Les charges de personnel sont responsables de la plus grande partie de l'augmentation des coûts. Nous avons pu pourvoir des postes vacants et en créer de nouveaux, notamment le service juridique et compliance et la fonction de responsable de la communication. Le taux de rotation du personnel s'est inscrit en hausse par rapport aux deux exercices précédents. Aux raisons personnelles d'un changement d'employeur vient s'ajouter le fait que la banque elle-même «bouge» à nouveau plus rapidement. Certaines personnes se sont mises à la recherche de nouveaux défis parce que les profils requis avaient changé ou parce qu'elles ne parvenaient plus à s'identifier avec la nouvelle démarche ou avec les priorités fixées. Notre taux de rotation du personnel de 7 % nous place dans une position que nous considérons comme un sain équilibre entre continuité et renouveau. Il reste bas en comparaison avec celui d'autres banques.

Nous devons travailler à un rapprochement pour que des échanges fructueux puissent s'instaurer entre les deux mondes que sont l'éthique et la banque.

Les décisions mentionnées plus haut auront des conséquences sur nos coûts également. En 2007, nous devons pour la première fois entamer nos réserves. Nous demandons à l'assemblée générale 2007 le versement d'un dividende modeste de 1,5 % sur la valeur nominale. Ainsi, le bénéfice reporté permettra de verser un dividende modeste l'an prochain même si le bénéfice est plus faible.

Le conseil d'administration

En 2006, le nombre des membres du conseil d'administration a diminué concrètement à neuf. Günther Ketterer s'est retiré. Dans le cadre de sa formation d'avocate, Anita Wymann a fait un stage professionnel au tribunal, incompatible avec une fonction parallèle au sein du conseil d'administration. Elle a donc été absente pour une année à partir de mars 2006. Monika Bär a annoncé sa démission pour l'assemblée générale 2007 et notre planification annuelle en laisse entrevoir d'autres pour 2008. Nous avons donc entamé le processus de relève et sommes à la recherche de nouveaux membres.

Nous avons procédé à notre deuxième notation interne, au cours de laquelle les membres du conseil d'administration s'évaluent eux-mêmes et évaluent mutuellement différentes fonctions. Le conseil d'administration en tant qu'entité est évalué par la direction et par le comité de l'association du personnel, ce qui lui permet d'améliorer son travail.

Après une baisse en 2005, les jetons de présence ont retrouvé en 2006 leur niveau de 2004. Nous avons eu deux jours de réunion ordinaire de moins, mais avons touché plus d'indemnités pour le travail au sein de commissions ou au titre de cours de perfectionnement. A partir de mi-2006, nous avons adapté les jetons de présence et les forfaits de la présidence à l'inflation.

Echanges de réflexion

Nous nous sommes fixés une nouvelle priorité: l'échange et l'examen de coopérations potentielles avec des banques idéologiquement proches de la nôtre. Nous avons agi à plusieurs niveaux:

- Nous participons à la création de l'Institute for Social Banking, qui développe un titre postgrade et a organisé une première académie d'été en Allemagne. Olaf Weber nous représente au sein de son conseil de surveillance.
- Nous avons adhéré à la FEBEA (Fédération Européenne de Finances et Banques Ethiques et Alternatives) et sommes représentés dans son conseil d'administration par Claudia Nielsen.
- A l'échelon de la direction, le contact avec la Banque communautaire libre à Bâle a été rétabli.
- L'été dernier, le conseil d'administration et la direction ont organisé un séminaire commun à Bruxelles, lors duquel nous nous sommes penchés sur les perspectives de l'UE, le financement de projets de femmes et plusieurs institutions et instruments de microcrédit. Nous avons également eu l'occasion d'y rencontrer des représentantes et représentants d'établissements financiers proches de la BAS et de Triodos Belgique.

Ces contacts rendent les échanges rapides et informels. Ils nous permettent aussi de commencer à échanger concrètement des savoirs et à nous lancer dans des coopérations.

Remerciements

Nous remercions l'ensemble de nos actionnaires, de notre clientèle et de notre personnel ainsi que toutes les personnes qui nous offrent leur soutien ou leurs critiques constructives, qui collaborent ou échangent leurs idées avec nous. Cette diversité fait de la Banque alternative BAS l'entreprise forte, florissante, mais aussi autocritique et en recherche permanente, qu'elle est aujourd'hui.

Au nom du conseil d'administration
Claudia Nielsen, présidente

La Banque alternative BAS est devenue une entreprise forte, florissante, mais aussi autocritique et en recherche permanente.

En 2006, la marche des affaires a été stable. Le total du bilan a continué sa progression et le résultat annuel a dépassé les attentes.

Le total du bilan a progressé de près de 4,7%, ou 33 millions de francs, pour passer à 724 millions de francs. Cette progression légèrement inférieure à celle de l'exercice précédent a un effet positif: contrairement à 2005, la totalité des fonds nouveaux déposés par la clientèle a été convertie en crédits durant l'exercice sous revue.

Même si la pression sur les intérêts s'est quelque peu relâchée au 2^e semestre 2006, la marge d'intérêt de notre activité de base traditionnelle reste étroite. Le résultat net des opérations d'intérêt s'est établi à 13,9 millions de francs, une progression minime par rapport à l'exercice précédent (13,7 millions de francs) malgré l'accroissement du volume des prêts.

Bien que les charges d'exploitation aient atteint 9,3 millions de francs, en augmentation d'environ 16% par rapport à 2005 (8 millions de francs), elles restent nettement inférieures aux prévisions grâce aux modifications apportées à différents projets. En 2006, les charges de personnel sont passées à 5,7 millions de francs (2005: 5 millions de francs); cette augmentation est due à des travaux de durée déterminée sur des projets, ainsi qu'à la création et au pourvoi de nouveaux postes dans les services commerciaux et spécialisés. Les autres charges d'exploitation ont augmenté à 3,6 millions de francs, soit de 24% par rapport à l'exercice précédent (2,9 millions de francs), une évolution imputable aux activités en relation avec l'anniversaire de la Banque, à l'étude et à la préparation de deux projets importants ainsi qu'à l'extension du service commercial.

En 2006, le résultat des immeubles s'élève à 0,376 million de francs (2005: -0,323 million de francs), aucun investissement important n'ayant été effectué durant l'exercice sous revue.

Le bénéfice brut 2006, qui s'établit à 5,8 millions de francs, est identique à celui de l'exercice précédent; sur cette somme, 1,74 million de francs a été affecté à des correctifs de valeur et à des pertes. Comme en 2005, la «réserve pour risques bancaires généraux» a pu être dotée de 1,1 million de francs, qui a été porté au débit du poste charges extraordinaires.

Après déduction des impôts de 0,929 million de francs, le bénéfice de l'exercice 2006 s'établit à 1,38 million de francs, ce qui donne, avec le bénéfice reporté, un bénéfice au bilan de 1,61 million de francs.

Nous demandons à l'assemblée générale d'attribuer 200 000 francs à la réserve légale générale, d'allouer 100 000 francs au Fonds d'innovation, de verser 623 733 francs de dividende et de reporter le solde de 0,7 million de francs à l'exercice 2007.

Le dividende se situe dans le cadre de la politique de distribution et des statuts et, par action, est identique à celui de 2005.

Clientèle privée, investisseuses et investisseurs

Fin 2006, la BAS entretenait des relations actives avec 20 931 clientes et clients (2005: 20 358). Toutes les nouvelles clientes et tous les nouveaux clients ont confirmé par leur signature que les fonds qu'ils nous ont confiés ont été légalement acquis et honnêtement déclarés au fisc.

En fin d'exercice, notre clientèle nous avait confié 655,6 millions de francs sous forme d'avoirs en compte et d'obligations de caisse, soit 28,1 millions de francs ou 4,4% de plus qu'en 2005.

L'avoir moyen par cliente ou client est passé de 30 750 francs fin 2005 à 31 200 francs fin 2006.

Au sein de la représentation romande à laquelle est également rattaché notre bureau d'information tessinois, les avoirs en compte ont progressé de 6,7 millions de francs (6,5%), tout comme les obligations de caisse et d'encouragement (+2,1 millions de francs ou 7%). En fin d'exercice, notre clientèle latine nous avait confié 141,7 millions de francs sous forme d'avoirs en compte et d'obligations de caisse, ce qui représente 21% du total des avoirs en compte et des obligations de caisse. La Banque alternative BAS compte 5231 clientes et clients en Suisse romande et au Tessin.

Fin 2006, les placements en obligations d'encouragement avaient atteint 56,5 millions de francs et représentaient 8,6% de tous les dépôts. Un grand nombre d'investisseuses et d'investisseurs les utilisent pour placer de manière plus ciblée une partie de leur patrimoine dans des entreprises et des projets particuliers. Les secteurs d'investissement figurent dans la statistique correspondante parmi les chiffres-clés.

La BAS investit l'argent de sa clientèle en visant un impact social positif, c'est-à-dire en octroyant, dans la mesure du possible et conformément à des directives strictes, des crédits à des entreprises et à des projets suisses qui contribuent au progrès écologique et social.

En outre, depuis 2005, notre clientèle a la possibilité d'investir dans sept fonds de placement durables du groupe Raiffeisen et de la Banque Sarasin. Tous se

concentrent sur des placements dans des entreprises visant le succès économique à long terme, appliquant des principes d'équité et respectant des aspects aussi bien écologiques que sociaux. En 2006, 57 clientes et clients ont recouru à cette possibilité et, par le truchement de la BAS, y ont investi un total de 4,3 millions de francs. Sur cette somme, 485 000 francs provenaient de Suisse romande et du Tessin. Fin 2006, notre clientèle avait investi 11,6 millions de francs dans ces fonds de placement, dont 1,6 million de francs provenant de Suisse romande et du Tessin.

Durant l'exercice sous revue, la Banque alternative BAS a versé 21 422 francs prélevés sur les recettes de commission à ACTARES (Actionariat pour une économie durable), association qui s'engage pour que les entreprises cotées en bourse respectent et renforcent leurs obligations écologiques et sociales.

Les prêts fiduciaires permettent aux investisseuses et investisseurs de soutenir des projets sociaux et écologiques, directement et dans le monde entier. En 2006, nous avons octroyé un nouveau prêt fiduciaire dans le secteur «Energies renouvelables». Cette opération a bénéficié d'un écho très positif parmi notre clientèle. Deux autres prêts fiduciaires ont été prolongés.

Nouveautés et projets dans le secteur Clientèle privée, investisseuses et investisseurs

En 2006, nous avons peaufiné les détails d'une nouvelle extension de nos activités de conseil. Depuis quelques années en effet, notre clientèle demande régulièrement l'aide de la BAS pour remanier des portefeuilles et investir dans des entreprises gérées de manière aussi durable que possible. Pour répondre à ce souhait, nous allons compléter notre savoir-faire et nos prestations de conseil dans le domaine de l'investissement direct dans des entreprises durables. Lorsque celles-ci sont cotées en Bourse, nous accordons une grande importance à ce que notre clientèle applique des stratégies à long terme et ne cède pas à la tentation d'engranger rapidement des bénéfices. Cela étant, nous

sommes conscients qu'en cas de renoncement aux bénéfices rapides, il existe un conflit entre considérations de risque et stratégie à long terme, auquel nous ne pouvons et ne voulons pas nous soustraire. Ainsi, comme nous l'avons fait dans le secteur des crédits, nous allons nous attacher à acquérir l'expérience nécessaire du débat éthique sur la justification des investissements et des désinvestissements.

Le deuxième défi auquel nous serons confrontés provient du fait que de nombreuses entreprises qui, dans notre optique, sont gérées de manière durable sont des PME dont les actions ne sont souvent pas cotées en Bourse. Or, la possibilité de recouvrer les fonds investis dans un certain délai (autrement dit de pouvoir revendre les titres de participation acquis) est primordiale pour les clientes et les clients qui ont placé une grande partie de leur patrimoine de cette manière directe. A partir du 2^e semestre 2007, nous examinerons de plus près les solutions dont nous disposons pour permettre à notre clientèle d'investir dans ce type de PME avec des risques acceptables.

Opérations de crédit

Fin 2006, nous avons accordé un total de 535,1 millions de francs de crédits, de prêts et d'hypothèques, ce qui représente une augmentation nette de 5,8 % par rapport à l'exercice précédent (505,8 millions de francs). En 2006, nous avons octroyé des nouveaux prêts pour un total de 88,2 millions de francs à 133 preneuses et preneurs de crédit, dont 40,2 millions de francs à 46 nouvelles clientes et nouveaux clients. Comme à l'accoutumée, la compatibilité de toutes les demandes de crédit avec les lignes directrices de la BAS a été examinée minutieusement.

Dans ce secteur, l'évolution est principalement imputable au financement de logements à usage personnel, où les crédits nouveaux s'élèvent à 16 millions de francs, dont 9 millions de francs pour des constructions durables. Ce résultat correspond aux objectifs, puisqu'il nous permet d'équilibrer la répartition des risques par le

Répartition régionale des comptes et des obligations de caisse au 31.12.2006

Région	Nombre de comptes et obligations de caisse	Montants en millions de CHF	Part en %
Région d'Olten (SO, AG)	2 484	47,8	7,4
Région de Bâle (BS, BL)	2 060	52,1	8,0
Canton de Zurich	7 305	192,3	29,7
Canton de Berne	5 324	121,1	18,7
Romandie et Tessin (FR, JU, NE, VD, GE, VS, TI)	7 028	141,4	21,8
Suisse orientale (SH, SG, TG, AR, AI, GR)	1 936	45,6	7,0
Suisse centrale (LU, ZG, GL, NW, OW, SZ, UR)	1 503	35,1	5,4
Etranger	575	13,1	2,0
Total	28 215	648,5	100,0



GENMANIPULATION
VERBOTEN

Wir lassen
zurück!!



biais de nos principaux segments de crédit Clientèle commerciale, Immeubles et Logements à usage personnel.

Les prêts à la clientèle commerciale restent stables à un niveau élevé, soit à 30,8% du total des prêts à la clientèle.

En Suisse romande également, la situation a connu une amélioration réjouissante. En 2006, nous avons octroyé 23 nouveaux crédits ou augmentations de crédit pour un montant total de 16,3 millions de francs. En fin d'exercice, nos prêts à la clientèle romande et tessinoise s'établissaient à 82,1 millions de francs (2005: 71,7 millions de francs).

Nous constatons que l'intérêt porté à la construction durable continue de croître, en particulier en Suisse romande. Ainsi, nous avons pu accorder une majorité d'Hypothèques-BAS destinées à ce type d'objets, que nous avons évaluées au moyen de notre Rating Immobilier. En Suisse romande, nous avons octroyé au total 6,5 millions de francs de crédits pour des logements à usage personnel et 5 millions de francs pour des immeubles multifamiliaux et commerciaux.

Les remboursements de crédits, qui totalisent 39,3 millions de francs en 2006, se répartissent comme suit:

- 9,4 millions de francs en conformité avec les conditions contractuelles de crédit
- 29,9 millions de francs de remboursements extraordinaires (ventes et reprises y compris remboursement de crédits en souffrance)

En 2006, nous avons poursuivi nos efforts intensifs d'apurement de crédits en souffrance. En fin d'exercice, quelques solutions étaient sur le point d'être finalisées.

Les conséquences ne seront cependant visibles que dans les comptes de l'exercice 2007.

La marge d'intérêt de l'ensemble des opérations s'est légèrement améliorée et a atteint 2,05% en 2006 (2005: 1,93%). En raison de la légère hausse des taux sur le marché financier, la rémunération moyenne des placements auprès des banques et établissements financiers a nettement progressé pour s'établir à 2,13% fin 2006 (2005: 1,62%).

Un aperçu de tous les crédits accordés en fin d'exercice se trouve comme à l'accoutumée dans la liste des crédits annexée au rapport d'activité. Voici, répartis par branche d'activité et segment de clientèle, les prêts qui couraient fin 2006 (selon graphiques ci-dessous).

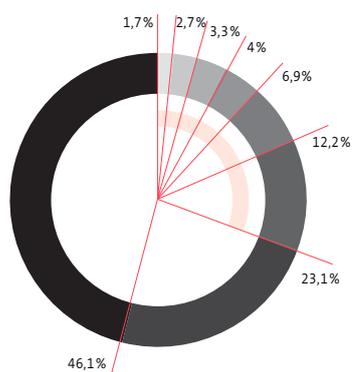
Crédits d'encouragement

Au cours de la procédure d'octroi, nous examinons toutes les demandes de crédit afin de déterminer si elles sont particulièrement dignes d'encouragement.

Au 31 décembre 2006, avec 53,5 millions de francs (contre 51 millions de francs à la fin de l'exercice précédent), les crédits d'encouragement représentaient 10% de tous les crédits accordés. Sur un total de 730 preneuses et preneurs de crédit, 217 bénéficiaient de conditions spéciales pour tout ou partie de leur emprunt. Cela signifie que 30% de l'ensemble des projets, entreprises et initiatives financés répondent à nos critères dans ce domaine et ont été considérés comme particulièrement dignes d'encouragement.

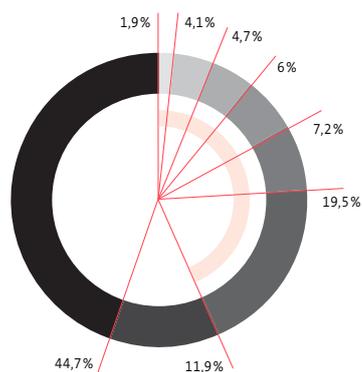
Les crédits d'encouragement peuvent être accordés dans la limite des fonds placés par notre clientèle dans les secteurs d'encouragement en obligations de caisse

Part en terme de volume de crédits



Segment de clientèle	Somme de crédit octroyée en millions de CHF	en %
Education, culture	9,0	1,7
Agriculture biologique	14,2	2,7
Energies alternatives	17,8	3,3
Hôtellerie-restauration, accueil de séminaires	21,4	4,0
Social, santé	36,7	6,9
Autres PME	65,2	12,2
Clientèle privée (maisons individuelles, logements en propriété)	123,9	23,1
Immeubles (immeubles d'habitations et commerciaux loués)	246,9	46,1
Total	535,1	100,0

Part en terme de nombre de preneuses et preneurs de crédit



Segment de clientèle	Nombre de client(e)s	en %
Education, culture	14	1,9
Hôtellerie-restauration, accueil de séminaires	30	4,1
Energies alternatives	34	4,7
Social, santé	44	6,0
Agriculture biologique	53	7,2
Autres PME	142	19,5
Immeubles (immeubles d'habitations et commerciaux loués)	87	11,9
Clientèle privée (maisons individuelles, logements en propriété)	326	44,7
Total	730	100,0

ou sur des comptes. En 2006, une moyenne de 95 % des fonds placés dans les secteurs d'encouragement ont pu être investis sous forme de crédits d'encouragement (2005: 93 %). Comme toujours, les fonds supplémentaires sont les bienvenus, notamment dans les secteurs d'encouragement «Entreprises écologiques et sociales», «Agriculture biologique» et «Formation et culture».

Impact environnemental de l'Hypothèque-BAS: amélioration constante

En 2006 également, un grand nombre de nouvelles clientes et de nouveaux clients se sont intéressés aux Hypothèques-BAS pour financer la propriété de leur logement. Entre leur introduction en 2004 et la fin de l'exercice sous revue, nous en avons octroyé 96 pour un total de 64,6 millions de francs.

Les nouveaux financements en Suisse romande nous réjouissent tout particulièrement, car ils prouvent que la construction durable y bénéficie également d'une attention croissante.

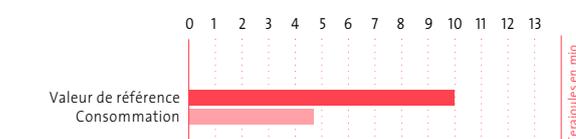
Les Hypothèques-BAS à intérêt préférentiel sont accordées aux propriétaires qui visent une basse consommation d'énergie et des normes écologiques élevées. La différence de consommation de ressources et d'impact environnemental par rapport à un bâtiment conventionnel est calculée au moyen du Rating immobilier de la BAS®. L'économie d'énergies primaires de tous les objets financés par une Hypothèque-BAS s'élève à 65 %, ce qui correspond à trois wagons-citernes de mazout ou à 2,3 millions de véhicules-kilomètres. Par rapport à la construction traditionnelle, la construction durable réduit l'impact environnemental de 76 %. Le

Rating immobilier de la BAS® mesure l'impact environnemental selon la méthode de notation de l'«Eco-indicateur 99».

Nouveautés et projets dans le secteur des crédits

- **Service externe:** en 2006, nous avons créé une nouvelle fonction intitulée «service externe», par laquelle nous avons l'intention d'accroître notre notoriété et de renforcer notre distribution sans ouvrir de nouvelles représentations ou de nouveaux bureaux d'information. Les premières expériences sont positives. Comme nous l'avions envisagé, l'établissement de contacts et la création de réseaux nécessitent beaucoup de temps et d'énergie avant que les premières affaires puissent être conclues. Cette nouvelle fonction confronte également l'organisation à un défi, puisque le personnel du service externe n'est que rarement présent à la banque et doit malgré tout rester informé en permanence des modifications et innovations.
- **Forums d'éthique:** fort de ses observations lors du contrôle de nos opérations de crédit en 2005, l'organe externe de contrôle d'éthique nous a recommandé de songer à la création de forums d'éthique. Durant l'exercice sous revue, nous en avons organisé deux à l'attention de nos spécialistes des crédits. Nous avons commencé par nous pencher sur nos critères négatifs, dont la formulation est volontairement ouverte et qui doivent de ce fait être régulièrement réinterprétés. Ainsi, par exemple, le débat sur les «constructions de luxe», que ces critères nous interdisent de financer, a été aussi animé que

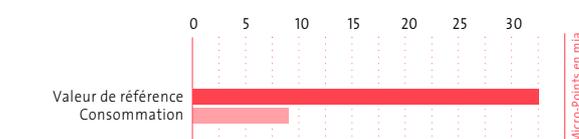
Consommation d'énergies primaires 2006



■ Consommation d'une habitation «traditionnelle», chauffée au mazout et remplissant les exigences légales minimales en matière de technique de construction (même nombre que ci-dessous).

■ Consommation des maisons de nos clientes et clients.

Impact sur l'environnement 2006



riche d'enseignements. Il s'est entre autres avéré, en relation avec les constructions hautement durables, que le prix ne constitue pas toujours un indicateur pertinent de «luxue» ou n'en est du moins pas l'unique critère. Nous organiserons d'autres forums d'éthique en 2007 et y discuterons d'autres domaines d'activité de la banque.

- **Microcrédits:** en 2006, nous avons réfléchi aux critères à réunir pour pouvoir octroyer des microcrédits à des conditions raisonnables. Nous nous sommes également appuyés sur les expériences d'organismes européens de microfinancement, comme ADIE à Paris ou Crédal et Hefboom à Bruxelles. Ces microcrédits sont octroyés à des particuliers pour financer le lancement d'une activité indépendante ou à des entreprises sous forme de crédits d'exploitation. Nous avons constaté que dans ce type de financement, l'essentiel est le suivi professionnel des preneuses et preneurs de crédit, qu'une banque ne peut pas assurer. Les premiers contacts avec des partenaires potentiels pour l'accompagnement de tels projets ont été pris et seront approfondis en 2007.
- Contrairement à ce qui avait été prévu, le **rating de durabilité des entreprises** n'a pas pu être finalisé et concrétisé en 2006. Son introduction a été repoussée à la fin 2007/au début 2008.

Suisse romande et Tessin

Notre bureau d'information tessinois de la Viale Stazione 2 à Bellinzone a ouvert officiellement ses portes le 4 février 2006, en présence de représentantes et de représentants des autorités locales et d'une centaine d'invitées et d'invités. Cette inauguration a également bénéficié d'un écho positif dans la presse locale et nous avons enregistré au Tessin une évolution plus que proportionnelle des avoirs en compte (+1 million de francs ou 17,7%) ainsi que des obligations de caisse et d'encouragement (+0,368 million de francs ou +15%). Fin 2006, ils totalisaient 9,4 millions de francs répartis entre 363 clientes et clients (2005: 313). C'est avec grand plaisir que nous constatons les débuts prometteurs de notre bureau d'information tessinois.

Informatique

Au début 2006, nous avons étudié avec une partenaire externe les différentes possibilités concernant l'introduction de l'e-banking. Suite à cette analyse, nous avons examiné dans le courant de l'année la migration de l'ensemble de la banque vers un nouveau système et avons opté en fin d'exercice pour la solution informatique globale Finnova (Finnova AG, Lenzburg), qui comprend une plate-forme e-banking. L'année 2007 sera donc placée sous le signe de l'implantation de Finnova à la Banque alternative BAS.

Nous avons également introduit une solution informatique qui donne à notre personnel la possibilité d'accéder de l'extérieur à notre réseau et donc à toutes nos données. Ainsi, nos collaboratrices et collaborateurs des bureaux externes bénéficieront d'un meilleur soutien. Les questions liées à la sécurité ont été traitées avec la plus haute priorité.

En décembre 2006, la BAS s'est dotée d'une nouvelle installation téléphonique dont nous sommes très satisfaits. Tous les agendas électroniques «Outlook» y sont intégrés, ce qui facilite considérablement la gestion des présences et des absences. Par ailleurs, pour pouvoir exploiter tous les potentiels des postes de travail flexibles, nous avons acquis des téléphones sans fil. Nous avons organisé une conférence interne sur le thème des émissions d'ondes. La solution retenue a rencontré une large acceptation.

Juridique et compliance

Durant une bonne partie de l'exercice sous revue, le service juridique et compliance créé en 2005 a été sous-doté en personnel suite à l'absence de la titulaire du poste.

Nous avons entamé la révision des conditions générales et de tous les autres documents qui concernent les relations avec la clientèle et les produits. Elle sera concrétisée en 2007 dans le cadre de l'introduction du nouveau système bancaire.

Ressources humaines

Au 31.12.2006, la Banque alternative BAS employait 62 personnes. En terme de postes à temps complet, ses effectifs ont donc augmenté de 43,6 en 2005 à 45,9 en 2006.

L'ouverture de notre bureau d'information tessinois s'est traduite par une évolution plus que proportionnelle des avoirs en compte ainsi que des obligations de caisse et d'encouragement.

Dans le domaine du personnel, les temps forts ont été au nombre de deux: l'introduction de la formation interne bilingue «Vendre avec plaisir» destinée aux collaboratrices et aux collaborateurs en relation avec la clientèle, ainsi que les préparatifs de la révision du système salarial.

Le premier stage professionnel d'un an intégré dans la nouvelle formation commerciale de base a été couronné de succès, puisque Jason Young a obtenu la meilleure note d'examen de fin d'apprentissage de son école (50 apprenantes et apprenants). La BAS a institutionnalisé les stages dans le cadre de son développement en tant qu'organisme de formation. En août 2006, la première apprenante a entamé chez nous son apprentissage bancaire de trois ans.

Régulièrement, des formations continues internes sensibilisent les collaboratrices et collaborateurs de la banque à des thèmes bancaires, environnementaux et sociaux. Un atelier en deux parties leur a permis de se pencher sur l'organisation positive et respectueuse de la personne et sur la transparence. La formation a également abordé les grandes lignes stratégiques, la nouvelle organisation, l'extension des activités de conseil et l'écologie au bureau.

Lors de la Journée internationale de la femme (8 mars), l'équipe de la BAS a entrepris une «expédition de genre» à l'hôtel culturel et de séminaires du Mösberg. Là, sous la direction conjointe de Veronika Merz, auteure des «Gender Manuals» I et II, et d'Andreas Bortner, éditeur du «Handbuch Väterarbeit», l'équipe s'est exercée à intégrer consciemment l'aspect social du genre dans la pensée et dans l'action.

Au mois d'août, la sortie annuelle nous a conduits chez deux preneuses et preneurs de crédit: nous avons été reçus par la famille Aeberhard à Barberêche FR (lauréate du prix solaire suisse 2006, catégorie Installations de production d'énergie) pour voir son installation photovoltaïque, puis nous nous sommes rendus au château d'Ueberstorf FR pour une visite guidée.

Gestion de la durabilité

En valeur absolue, la consommation de papier, de déchets et d'énergie s'est inscrite en hausse, étant donné que notre effectif s'accroît constamment. Par contre, les

valeurs par personne sont restées quasiment inchangées. Dans le domaine des transports, nous avons enregistré une nette hausse des kilomètres parcourus et donc des déplacements professionnels, ce qui indique une expansion des affaires. A cela viennent s'ajouter l'assemblée générale à Bienne, les navettes fréquentes entre le siège d'Olten et la représentation romande à Lausanne ainsi que les visites à la clientèle de la BAS. Le train continue à être le moyen de transport privilégié, puisqu'il a été utilisé pour 95% des déplacements. La consommation d'énergie que représentent les trajets professionnels a donc augmenté. Toutefois, les émissions de gaz à effet de serre qui s'en suivent ont diminué, grâce à la compensation auprès de l'organisation My Climate des inévitables émissions de dioxyde de carbone dus à l'assemblée générale anniversaire de 2006. Imputables au trafic, à l'alimentation, aux déchets et à l'infrastructure, les 19 kg d'équivalent CO₂ par personne ayant participé à l'assemblée générale ont été économisés ailleurs. My Climate soutient des projets de protection du climat qui réduisent à la source les émissions de gaz à effet de serre en promouvant les énergies renouvelables et les technologies efficaces sur le plan énergétique.

A la BAS, le papier recyclable reste de mise et continue à représenter plus de 70% de la consommation. Pour les extraits de compte, la BAS utilise désormais du papier FSC, un label qui garantit que le bois provient de la sylviculture durable. Le papier FSC constitue un cinquième de notre consommation totale de papier.

Coopérations

Pour la BAS, les coopérations revêtent une importance stratégique. Elle cherche, d'une part, à collaborer avec des établissements aux idéaux proches des siens, en Suisse comme à l'étranger. D'autre part, elle s'efforce de conclure dans le domaine des opérations bancaires des accords de partenariat qui lui permettent de proposer des produits et des services de qualité à un prix raisonnable. Tous les partenariats sont soumis à une évaluation reposant sur les mêmes principes que ceux appliqués aux opérations de crédit.

Durant l'exercice sous revue, nous avons décidé d'introduire un nouveau système bancaire (Finnova) à

Régulièrement, des formations continues internes sensibilisent les collaboratrices et collaborateurs de la banque à des thèmes bancaires, environnementaux et sociaux.

l'automne 2007. Après mûre réflexion, nous avons également choisi d'adhérer à un réseau de banques régionales qui travaillent avec Finnova. Ce réseau a accepté notre adhésion. La plate-forme informatique commune permet d'exploiter des synergies tant dans le domaine de l'informatique que dans celui des opérations bancaires. Nous escomptons également que cette étroite collaboration aboutira à des échanges de savoir-faire. Nous sommes convaincus qu'à travers cette décision, des bases essentielles ont été jetées pour l'évolution future de la BAS.

En 2006, nous avons également rejoint la FEBEA (Fédération Européenne de Finances et Banques Ethiques et Alternatives), ce qui nous a entre autres permis d'établir des contacts plus intensifs avec la Banca Etica de Padoue et La Nef de Lyon. En fin d'exercice, nous avons adhéré à la nouvelle association «Institute for social banking e.V.». Nous sommes convaincus que la préparation, par la GLS Gemeinschaftsbank eG Bochum, de différentes formations dans le domaine du «social banking» constitue un précieux travail et nous continuerons à soutenir les efforts de formation en finance éthiquement responsable.

Perspectives 2007

En 2007, l'introduction du nouveau système bancaire (Finnova) mobilisera une grande partie de nos énergies, entre autres pour l'exercice complexe que constitue la migration des données.

L'extension de nos activités de conseil continuera à se concrétiser en 2007. Alliée à la nouvelle plate-forme informatique, cette démarche nous permettra de satis-

faire mieux encore les souhaits de notre clientèle. Nous exploiterons cette opportunité, tout en réexaminant également les structures de notre organisation. Nous avons l'intention d'axer plus encore notre organisation structurelle sur notre clientèle, en désignant pour chaque cliente et chaque client un interlocuteur, une interlocutrice ou encore un groupe de conseil qui répondra à ses besoins.

Nos structures et nos procédures seront modifiées parallèlement à l'introduction du nouveau système bancaire (probablement à la fin du 3^e trimestre 2007).

Nous avons prévu pour 2007 de nombreuses formations qui permettront à nos projets de se concrétiser de façon optimale et aux collaboratrices et collaborateurs destinés à de nouvelles fonctions de bien s'y préparer.

Début 2007, notre bureau d'information de Zurich a déménagé dans les locaux de la Fondation collective Nest à la Limmatstrasse 275 dans le district 5, à quelques minutes en transports publics de la gare CFF. Cette coopération s'inscrit dans la droite ligne du partenariat fructueux que nous entretenons depuis de nombreuses années avec Nest. C'est avec plaisir que nous répondons par la prolongation de nos heures d'ouverture au désir souvent exprimé par notre clientèle de «proximité» avec sa banque.

Durant les premiers mois de 2007, nous saurons s'il nous sera possible, comme prévu, d'entamer la conception et la planification concrète de nos nouveaux locaux à Olten. Fin 2006, quelques obstacles restaient encore à franchir avant l'acquisition de l'immeuble de l'Amt-hausquai.

Attributions

	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Organisation			
Don.: Fonds d'innovation	100 000.-	100 000.-	100 000.-
ACTARES ¹	21 422.-	9 520.-	7 803.-
My Climate ²	525.-	-	-
Via2 («vie à deux») ³	3 000.-	-	-
EPER ⁴	-	13 925.-	-

- 1 La BAS verse 0,5% de la commission d'émission des fonds de 2,5% à l'association ACTARES (Actionnariat pour une économie durable).
- 2 Compensation des émissions de CO₂ de l'assemblée générale et des déplacements professionnels de membres du conseil d'administration.
- 3 La BAS a fait don du montant du «Prix égalité» à une organisation romande qui se consacre à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.
- 4 Versement unique en faveur des victimes du tsunami du 26.12.2004.

Le Fonds d'innovation a pour but de promouvoir des entreprises, des projets et des organisations de manière transparente, en particulier en fournissant des capitaux propres sous forme de participation ou en octroyant des prêts et des cautionnements.

Ce soutien est particulièrement destiné aux projets, institutions et petites et moyennes entreprises dignes de crédit et qui poursuivent un objectif social et/ou écologique, autrement dit qui opèrent dans les domaines d'encouragement de la BAS. Pour bénéficier de l'aide du Fonds d'innovation, les destinataires des fonds doivent présenter des structures viables et des perspectives prometteuses. Les dons en provenance des milieux proches de la Banque alternative BAS sont les bienvenus.

A ce jour, l'association Fonds d'innovation est alimentée pour l'essentiel par des attributions de la Banque alternative BAS et par des dons de dividendes des actionnaires de la BAS. En principe, des dons de tout ordre, y compris des legs et des donations, sont possibles.

Nous remercions vivement les donatrices et donateurs en notre nom et au nom des projets et entreprises bénéficiaires.

Une attribution de 100 000 francs sur le résultat 2006 est proposée à l'assemblée générale de la BAS. Elle permettra au Fonds d'innovation de poursuivre sa mission.

Sept événements ont marqué le dixième exercice:

- Nouvelle participation dans une entreprise internationale de commerce équitable
 - participation 50 000 francs, www.gebana.com
- Nouvelle participation dans une société construi-

sant des logements d'utilité publique selon les critères du développement durable

- participation 50 000 francs, www.npg-ag.ch
- Octroi d'un cautionnement à une société de conseil qui se consacre à la mise en place des conditions nécessaires à un apprentissage efficient et durable
 - montant du cautionnement 50 000 francs, www.muo.ch
- Nouveau prêt à une fondation proposant une méthode standardisée d'évaluation de la durabilité sociale des entreprises
 - montant du prêt 50 000 francs, *SSW Stiftung sozialverantwortliche Wirtschaft, Bâle*, www.sswi.ch
- Nouveau prêt à une fondation œuvrant pour la formation de base d'adultes et luttant contre l'illettrisme
 - montant du prêt 50 000 francs, www.stiftung-sags.ch
- Nouveau prêt à une association innovatrice qui s'engage pour davantage de participation et d'action des jeunes dans leur environnement
 - montant du prêt 50 000 francs, www.infoklick.ch
- Nouveau prêt à une entreprise qui joue un rôle social essentiel à travers ses commerces de quartier
 - montant du prêt 50 000 francs, *Meier & Hauri Lebensmittel GmbH, Zurich*

Pour de plus amples détails sur les différents projets ou sur l'association Fonds d'innovation, nous renvoyons à son rapport d'activité, qui sera envoyé aux actionnaires avec l'invitation à l'assemblée générale. Ce rapport est également disponible en format pdf sur notre site Internet.

gebana ag, Zurich

A titre d'exemple représentatif de tous les projets, voici un bref portrait de la société gebana ag de Zurich:

L'histoire de gebana ag commence dans les années septante, lorsqu'un groupe de femmes engagées de Frauenfeld, surnommées les «femmes-bananes», se bat pour des conditions de travail plus équitables dans les plantations de bananes de l'hémisphère sud et pour une prise de conscience accrue parmi les consommatrices et consommateurs européens.

En 1998, fortes de multiples contacts avec les petites paysannes d'Amérique latine et avec les consommatrices et les consommateurs en Europe, les «femmes-bananes» fondent gebana ag. Le soja garanti sans OGM cultivé au Brésil est le premier produit commercialisé par la société et demeure encore le plus important à ce jour. Au fil du temps, d'autres produits sont venus s'y ajouter, p.ex. des fruits secs d'Afrique de l'Ouest ou de l'huile d'olive de Palestine.

gebana ag est présente au Brésil, mais aussi en Afrique occidentale et en Tunisie. Le contact direct sur place est son atout majeur, car il est garant de confiance, de qualité et de transparence, autant

d'éléments centraux pour le commerce équitable et la compétitivité sur le marché.

Depuis 2003, le WWF et la fondation alémanique pour la protection des consommateurs attribuent régulièrement leur meilleure note à gebana.

gebana souhaite élargir ses activités et accroître le nombre de productrices et producteurs biologiques de pays en développement auxquels elle offre des débouchés. A cet effet, elle recherche des investisseuses et des investisseurs disposés à prendre des participations.

gebana ag commercialise directement les produits de ses partenaires des pays du Sud. Ils sont acheminés par bateau jusqu'en Europe, livrés aux revendeurs et proposés à la vente directe via la boutique bio & fair Shop.

gebana ag parvient ainsi à pratiquer des prix équitables pour toutes les parties et à créer, à travers une communication directe, des partenariats fiables.

Contact: gebana ag, Zollstrasse 54, CH-8005 Zurich, tél. +41 43 366 65 00, fax +41 43 366 65 05, info@gebana.com, www.gebana.com

Indicateurs sociaux BAS

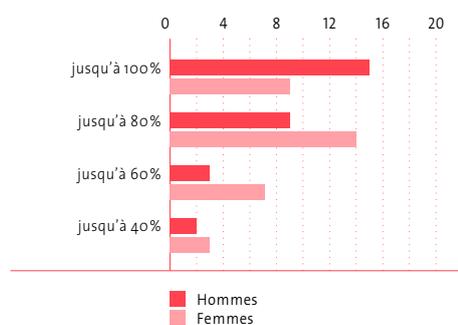
	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Personnel			
Effectif	62	56	51
Effectif en postes à plein temps	47	44	41
Postes à temps partiel (<90%)	40	36	27
Proportion de femmes dans l'effectif	53%	59%	57%
Proportion de femmes dans le nombre de postes en pour-cent	50%	53%	52%
Proportion de femmes aux postes dirigeants ¹ dans l'effectif	55%	43%	35%
Proportion de femmes aux postes dirigeants ¹ en postes à plein temps	53%	40%	32%
Rapport femmes : hommes occupant un poste dirigeant ¹ à temps partiel	7 : 5	8 : 4	5 : 2
Nombre d'apprenants	2	1	0
Taux de rotation ²	7%	2%	4%
Années d'ancienneté	5,8	5,9	5,3

Formation continue

	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Jours de formation continue ³ par personne en postes à plein temps	3,4	3,5	3,2
Rapport frais directs de formation : masse salariale	4%	4%	3%
Nombre de personnes formées dans le domaine du blanchiment d'argent ⁴	6	37	30

- 1 Membres de la direction, chef(fe)s de secteur, de service et de groupe
- 2 A moyen terme, un taux de rotation de 5 à 10 % semble pertinent.
- 3 Ne sont pas compris dans ce chiffre: 7 après-midi de formation continue interne et «Journée du genre» (8 mars)
- 4 Chiffre inférieur en 2006, la formation du personnel qui a habituellement lieu en novembre ayant été repoussée à février 2007.
- 5 Selon le règlement du personnel, l'écart ne peut dépasser 1:5.

Effectifs selon temps de travail



	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Salaire			
Salaire brut le plus bas	4337.-	4203.-	4130.-
Salaire brut le plus élevé	12547.-	12 210.-	10 628.-
Rapport salaire le plus bas : salaire le plus élevé ⁵	1 : 2,9	1 : 2,9	1 : 2,6
Prime collective ⁶ (par poste à 100%)	1511.-	1965.-	1405.-
Indemnités de la direction	voir pages 46/47		

Santé

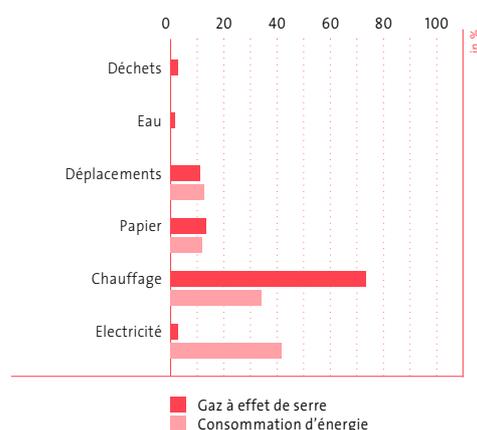
	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Jours de maladie par personne (postes à plein temps) ⁷	10,7	9,2	8

Gestion environnementale⁸

	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Nombre de personnes (postes à plein temps) qui s'occupent d'aspects environnementaux dans le déroulement des procédures de travail	25	22	21
Nombre de spécialistes en environnement (postes à plein temps)	1	1	1
Nombre de personnes formées pour s'occuper d'aspects environnementaux	45	37	34
Durée de la formation en personnes-heures	413	352	207

- 6 En cas de bonne marche des affaires, la direction peut octroyer au personnel une prime collective, dont la répartition est fixée par les collaboratrices et collaborateurs.
- 7 Sont comprises les maladies de longue durée. En 2006, nous avons enregistré une accumulation d'accidents non professionnels entraînant des absences prolongées.
- 8 Calcul selon EPI-Finance 2000 (www.epifinance.com)

Impacts environnementaux des processus en amont et en aval



Indicateurs environnementaux BAS

Indicateur ¹	Unité val. absolue (relative)*	Qualité des données**		2006		2005		2004	
		absolue	relative	absolue	relative	absolue	relative		
Déchets	t (kg/coll)	-	6,8	162	6,5	165	5,9	159	
Valorisation/Recyclage	(%)	2		82		80		80	
Incinération	(%)	2		18		20		20	
Consommation d'eau	m ³ (m ³ /coll)	2	603	14,4	587	15,1	619	16,7	
Consommation d'énergie de chauffage (gaz naturel)	GJ (GJ/coll)	2	457	10,9	437	11,2	436	11,8	
Consommation d'électricité	GJ (GJ/coll)	-	366	7,5	352	7,9	321	7,8	
Centrales hydroélectriques	(%)	3		74		75		80	
Electricité mix suisse	(%)	2		26		25		20	
Déplacements professionnels	km (km/coll)	-	98 180	2004	71 096	1616	67 855	1655	
Train	(%)	2		95		94		90	
Voiture	(%)	3		5		6		10	
Consommation totale de papier	t (kg/coll)	-	13,1	267	12,8	291	12,8	312	
Papier recyclé (papier post-consommation)	(%)	2		72		72		77	
Papier de fibres vierges (ECF + TCF)	(%)	2		28		28		23	
Part de papier FSC dans la consommation totale de papier	(%)	3		20		1		0	
Impacts environnementaux²	non cumulable	-			-	-	-	-	
Consommation directe d'énergie	GJ (GJ/coll)		899	18,4	845	19,2	804	19,6	
Gaz à effet de serre directs ³	t eq CO ₂ (kg/coll)		31,3	639	28,7	651	28,0	682	
Consommation indirecte d'énergie pour production d'énergie	GJ (GJ/coll)		537	11	512	11,6	464	11,3	
Gaz à effet de serre indirects imputables à la production d'énergie	t eq CO ₂ (kg/coll)		1,1	23	1,1	24	0,4	10	
Autre consommation indirecte d'énergie ⁴	GJ (GJ/coll)		611	12,5	514	11,7	941	22,9	
Autres gaz à effet de serre indirects ⁴	t eq CO ₂ (kg/coll)		19,8	404	18,0	409	25,2	614	

- 1 Chiffres Olten et Lausanne. Déchets, eau et chauffage Olten uniquement. Pour le calcul des impacts environnementaux, nous avons extrapolé les consommations à l'ensemble du système (Olten et Lausanne).
- 2 2006 et 2005, calcul au moyen des «indicateurs VfU 2005» (VfU = Verein für Umweltmanagement in Banken, Sparkassen und Versicherungen). 2004, calcul avec la version «indicateurs VfU 2003». Une comparaison des

années n'est possible que dans une mesure limitée, puisque des données de base actualisées ont été utilisées à partir de 2005.

- 3 Imputable p. ex. au transport du gaz naturel de Russie jusqu'en Europe occidentale.
- 4 Déplacements professionnels, préparation de l'eau, traitement des déchets, production de papier.

*** Unité**

ECF = sans chlore élémentaire
 TCF = sans chlore
 GJ = gigajoule
 coll = collaboratrice/collaborateur
 (par poste à 100%)
 km = kilomètre
 t = tonne
 kg = kilogramme
 m³ = mètre cube
 eq CO₂ = équivalent dioxyde
 de carbone

**** Qualité des données**

3 = Mesures exactes
 (factures, compteurs, etc.)
 2 = Calculs/estimations exactes
 1 = Estimations sommaires

Rapport de l'organe de contrôle d'éthique

Durant l'exercice 2006, l'organe de contrôle d'éthique s'est essentiellement penché sur l'évaluation interne des fonds de placement tiers en vue de leur intégration dans la gamme BAS. Il s'agissait de vérifier si ceux actuellement proposés par la BAS et sa politique en la matière étaient bien conformes à ses principes et à ses idéaux éthiques.

La vente de fonds de placement recèle des conflits éthiques beaucoup plus profonds que les opérations de crédit, mais aussi des opportunités d'influence éthique. L'investissement «durable», socialement et écologiquement responsable, est devenu l'un des piliers de la morale économique, que la BAS, dans la droite ligne de ses principes fondateurs, ne peut ni ne veut ignorer. Il correspond tout à fait aux buts de la banque tels qu'ils sont définis dans ses statuts: «*Soutien de projets alternatifs à caractère économique, écologique, sociopolitique et culturel.*»

Mais cela signifie également que la démarche qui consiste à refuser les pratiques éthiquement peu responsables est trop restreinte. L'offre de fonds «durables» étant limitée, la banque ne peut éviter, même dans une faible mesure, de se «salir les mains» indirectement, autrement dit de proposer aux investisseuses et aux investisseurs une gamme de fonds susceptible de contenir l'une ou l'autre entreprise qui ne satisfait pas entièrement aux critères négatifs applicables aux opérations de crédit.

La BAS est parfaitement consciente de ce conflit et l'a toujours clairement exposé. En même temps, elle souhaite changer la situation actuelle, qu'elle considère comme un «compromis arraché de haute lutte». Elle s'attache donc avec constance à réduire les conflits avec les critères négatifs, d'une part, et de l'autre, à renforcer les effets de levier en faveur de l'«investissement pour une Suisse différente» ou de l'«investissement pour un monde meilleur».

Pour s'acquitter de sa tâche, l'organe de contrôle de l'éthique s'est entretenu à de nombreuses reprises avec les membres de la direction et les personnes responsables des opérations de placement, ainsi qu'avec tous les membres du conseil d'administration. Il a également examiné les documents internes et les stratégies, et jeté un regard dans les coulisses des fonds externes actuellement proposés par la Banque alternative BAS, ainsi que sur les méthodes d'évaluation les concernant. L'organe de contrôle d'éthique constate que la BAS navigue de manière responsable et éthiquement bien pensée dans les eaux périlleuses des affaires de placement.

On ne peut parler de «compromis» que si la démarche est axée uniquement sur la «non-complicité» avec des pratiques éthiquement imparfaites. Lorsqu'elle vise également leur amélioration, la stratégie globale est dite évolutive. Le soutien apporté à ACTARES en est la preuve: il s'agit non pas d'un don éthique en réparation d'une «faute», mais de l'expression d'une philosophie bancaire éthique. Cette philosophie consiste à encourager de manière directe ou indirecte l'économie éthiquement responsable, mais aussi à influencer, indirectement dans la plupart des cas, sur des entreprises dont l'action n'est pas encore aussi sociale et écologique qu'elle devrait l'être.

St-Gall, 23 janvier 2007
Dr Ulrich Thielemann
Institut d'éthique économique
Université de St-Gall (IWE-HSG)

A l'assemblée générale des actionnaires de la Banque alternative BAS, Olten

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié la comptabilité et les comptes annuels (bilan, compte de profits et pertes, annexes et tableau de financement; pages 17–33 du rapport d'activité) de la Banque alternative BAS pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2006.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au conseil d'administration alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels (ainsi que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan) sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Zurich, le 2 février 2007

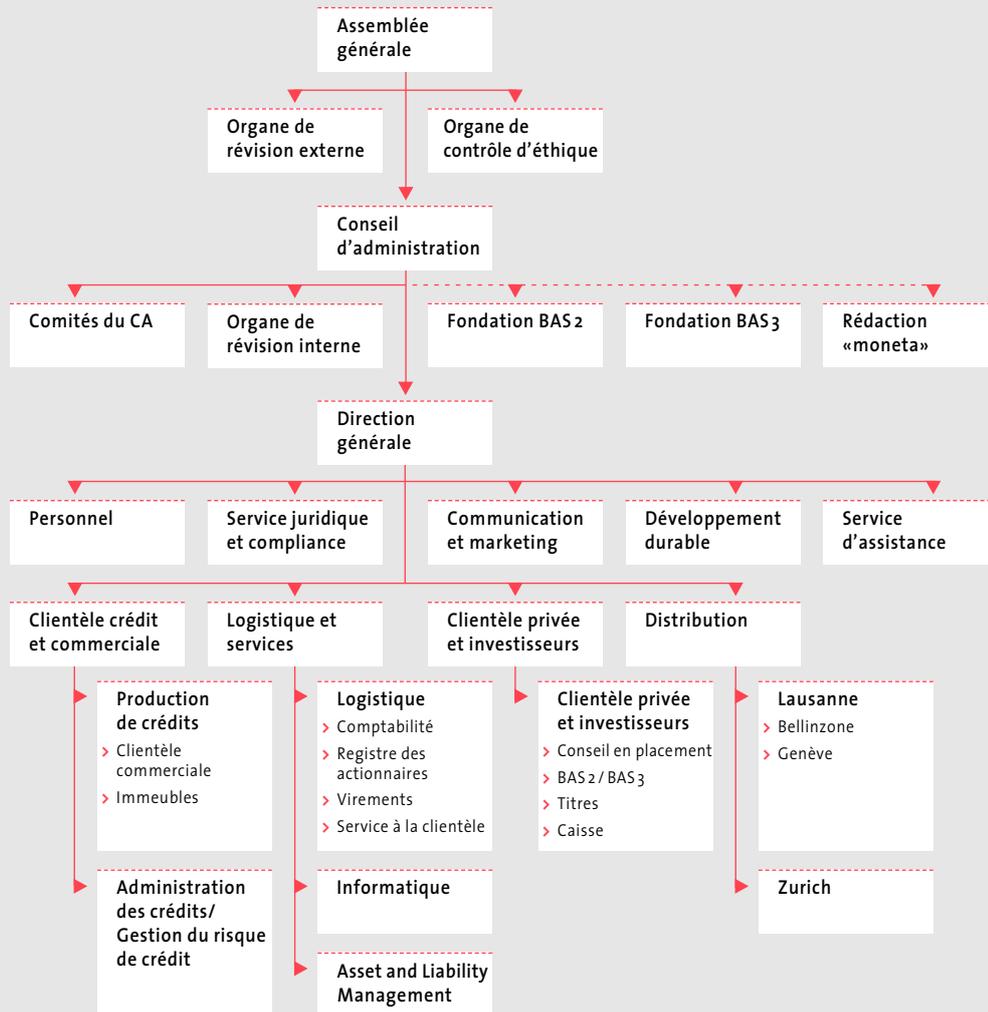
Bankrevisions- und Treuhand AG

Gerardo Moscariello
Expert-comptable diplômé
(Réviseur responsable)

Patrick Liechti
Expert-comptable diplômé



Organigramme de la Banque alternative BAS au 31.12.2006



Membres des organes (31.12.2006)

Membres du conseil d'administration

Nom; année de naissance; domicile; nationalité	Fonctions au sein du conseil d'administra- tion; durée de fonction	Formation et titre	Activité professionnelle principale	Intérêts et engagement tiers	Honoraires perçus; actions BAS*
Christina Aus der Au 1966 Bâle/CH	– depuis 20.5.2005	MA (Philosophie/ Rhétorique) Dr en théologie	Assistante en théologie systéma- tique/dogmatique, Université de Bâle	Forum Recherche génétique (SCNAT); Commis- sion d'éthique du Bulletin des médecins suisses; Commission d'éthique pour l'expérimentation animale (SCNAT/ASSM)	16 625 CHF 5 actions
Monika Bär 1965 Zurich/CH	Membre du comité des crédits; depuis 21.4.2001	Employée de com- merce diplômée KFS, formatrice avec brevet fédéral	Propriétaire et directrice Mariposa Training/Consulting/ Project Management, Zurich; Chargée de cours Institut Minerva, Zurich; Cheffe de secteur CYP Center for Young Professionals in Banking Zurich	Membre du comité de l'association Fonds d'innovation	25 200 CHF 10 actions
Günther Ketterer 1949 Berne/CH, D	Membre du comité des crédits jusqu'au 20.5.2006; 1.9.1990 jusqu'au 20.5.2006	Agent fiduciaire, titulaire d'une maîtrise fédérale	Directeur de la fiduciaire TIS S.à.r.l., Berne	Comité de la Coopérative Wogeno, Berne; Comité de la Coopérative KünstlerInnenatelier, Berne; Comité du Magasin du Monde, Berne; Comité de l'Association économique suisse pour la durabilité WIV; Membre du comité de l'associa- tion Fonds d'innovation jusqu'au 6.6.2006; Président du conseil de fondation des fondations BAS 2 et BAS 3 jusqu'au 19.6.2006; Président du CA de la «NPG AG für nachhaltiges Bauen»; Membre du CA de Videokunst.ch AG; Vice- président de la Fondation E.L. Kirchner, Davos	7200 CHF 10 actions
Conrad Lutz 1953 La Corbaz/CH	– depuis 20.5.2005	Architecte ETS FPG EPFL, Ecobiologiste de la construction SIB	Directeur du Bureau d'architecture Conrad Lutz architecte sàrl à Fribourg	Membre du comité de l'association Fonds d'innovation depuis 13.6.2006; Professeur à l'Ecole d'ingénieurs de Fribourg (construction en bois et construction durable); Professeur «Postgrade énergie et bâtiments HES SO» (stratégies énergétiques globales); Président de Confopart (coopérative immobilière 1783 La Corbaz); Membre du comité directeur de Lignum Fribourg; Membre du conseil de fondation des fondations BAS 2 et BAS 3	22 200 CHF 3 actions
Claudia Nielsen 1962 Zurich/CH, ZA	Présidente; depuis 24.4.1999	Dr oec. publ., Médiatrice diplômée FH	Economiste indépendante et médiatrice; «Büro für Schnittstellen»	Vice-présidente de l'association Fonds d'innovation; Présidente de l'association éditrice «moneta», membre de la rédaction; Membre du conseil d'administration Fédération Européenne de Finances et Banques Ethiques et Alternatives; Membre du conseil communal de la Ville de Zurich, PS; Membre du comité de l'Association économique suisse pour la durabilité WIV; Membre de l'Association de soutien institution pour les droits humains Suisse; Associée dans KNSV Konfliktbearbeitung; Membre de la commission d'égalité de la ville de Zurich	105 685 CHF 20 actions
Eric Nussbaumer 1960 Frenkendorf/CH	Membre du comité de contrôle depuis 1.3.2006; depuis 7.5.2004	Ingénieur HES en électricité	Directeur de l'ADEV Energiegenossenschaft, Liestal	Membre du parlement du Canton de Bâle-Cam- pagne, PS; Président du Verein Sozialpsychiatrie- Bâle-Campagne; Associé ADEV Solar Nussbaumer, Appenzeller & Co.; Membre du comité coopérative «Pro Guggenloch»; Vice-président de l'association éditrice «moneta»	20 325 CHF 10 actions
Raymond Plüss 1972 Soleure/CH	Représentant de l'Association du per- sonnel de la BAS depuis 20.5.2005	Employé de commerce	Collaborateur service logistique BAS	Membre du comité des organisations de soutien Kulturzentrum alte Turnhalle Schützen- matt Olten; Président du Verein Jazz in Olten	– 1 action
Markus Schatzmann 1959 Winterthour /CH	Vice-président; Direction du comité des crédits depuis 24.4.1999	Expert bancaire diplômé	Formateur d'adultes et d'apprentis, Tata Interactive Systems AG, Zoug	Président de l'association Fonds d'innovation; Président du conseil de fondation des fondations BAS 2 et BAS 3 depuis 19.6.2006	39 625 CHF 10 actions

Membres du conseil d'administration (suite)

<i>Nom; année de naissance; domicile; nationalité</i>	<i>Fonctions au sein du conseil d'administration; durée de fonction</i>	<i>Formation et titre</i>	<i>Activité professionnelle principale</i>	<i>Intérêts et engagement tiers</i>	<i>Honoraires perçus; actions BAS*</i>
Christina von Passavant 1946 Lucerne /CH	– depuis 24.4.1999	Diplômée en travail social, en thérapie systémique et en développement organisationnel	Consultante d'entreprise STELLWERK, gestion de développement	Vice-présidente du CA Schützen Rheinfelden AG, Rheinfelden	14 725 CHF 15 actions
Olaf Weber 1965 Unterach A/D	Président du comité de contrôle; depuis 21.4.2001	Psychologue diplômé, Dr rer. nat.	Copropriétaire et directeur de la GOE-Gesellschaft für Organisation und Entscheidung m.b.H., Zurich	Développement de RasyEA; Membre du conseil de surveillance de l'Institute for Social Banking e.V.	19 725 CHF 35 actions
Anita Wymann 1966 Zurich/CH	Membre du comité de contrôle; depuis 7.5.2004; absente depuis le 1.3.2006	lic. iur., Employée de banque diplômée	Auditrice au Tribunal de district de Bülach	Comité de l'association «warmer mai»; Comité de l'association Sappho	3675 CHF 9 actions

* 1/3 des honoraires du CA est versé sous forme d'actions de la BAS (jusqu'à 10 actions)

Membres de la direction générale

<i>Nom; année de naissance; domicile/nationalité</i>	<i>Durée de fonction</i>	<i>Formation et titre</i>	<i>Domaines de responsabilité dans la direction</i>	<i>Intérêts et engagement tiers</i>	<i>Temps de travail; Rétributions brutes totales</i>	<i>Actions BAS</i>
Etienne Bonvin 1965 Riken AG/CH	depuis 21.8.2001	Agent fiduciaire avec brevet fédéral	Logistique; Informatique; Service de durabilité; Service juridique et compliance; Gestion de la trésorerie; Révision	Gérant de l'association du Fonds d'innovation; Membre du conseil de fondation des fondations BAS2 et BAS3	100% 149 660 CHF	20 actions
Christa Joss 1961 Wiesendangen ZH/CH	depuis 1.1.2005	Employée de banque diplômée, Swiss Banking School, MBA	Présidente de la direction; Production de crédits; Administration des crédits; Communication/Relations publiques; Marketing; Service d'assistance	Membre du conseil d'administration Transa Backpacking AG	80% 130 656 CHF	8 actions
Edy Walker 1956 Lucerne/CH	depuis 1.1.2005	Expert diplômé en économie bancaire	Clientèle privée et investisseurs; Personnel; Romandie; Bureau genevois d'information; Bureau tessinois d'information; Bureau zurichois d'information	Gérant de l'Association Fonds d'innovation; Membre du conseil de fondation des fondations BAS2 et BAS3; Réviseur Ecole Rudolf Steiner, Langenthal; Réviseur Verein Hochhüslweid Würzenbach, Lucerne; Réviseur Insieme (Association de parents et d'amis de personnes mentalement handicapées, Lucerne)	100% 156 022 CHF	9 actions

Personnel (31.12.2006)

Service de communication

- > Rico Kessler
chef de service depuis 1.8.2006
- > Bruno Bisang
- > Lee Aspinall
- > Andrea Lehner
- > Dominique Roten
- > Cornelia Stillhard

Service de durabilité

- > Sonja Trappe

Service du personnel

- > Roswitha Kick
cheffe de service
- > Karin Kriesi

Service juridique et compliance

- > Andreina Brodbeck

Gestion de la trésorerie

- > Markus Pfister

Coordination des contacts avec l'extérieur

- > Christa Joss

Service externe

- > Roman Fröhlich
depuis 1.1.2006

Service d'assistance

- > Claudia Salzmann
cheffe de groupe
- > Esther Kaderli

Assistance conseil d'administration

- > Benjamin Schiess
depuis 1.9.2006

Bureau d'information Bellinzona

- > Fabiano Cavadini

Bureau zurichois d'information

- > Susanne Aebi
jusqu'au 31.12.2006

Romandie

Représentation Lausanne

- > Dominique Roten
chef de secteur
- > Simon Tommer

Groupe Affaires de crédit Suisse romande

- > Hans Kohler
chef de groupe
- > Isabelle Biollay
- > Sébastien Volery
depuis 1.3.2006

Groupe Clientèle privée et investisseurs Suisse romande

- > Nathalie Ruegger
cheffe de groupe
- > Muriel Gerber
- > Chantal Bolay
- > Filomena Gonzalez

Nettoyage Romandie

- Maria de Almeida

Bureau genevois d'information

- > Nathalie Ruegger

Informatique

- > Marc Gerber
chef de secteur
- > Andreas Bündler
- > Werner Hildebrand

Logistique

- > Katrin Keller-Müller
cheffe de secteur
- > Adrian Burri
jusqu'au 31.3.2006
- > Esther Rütli
depuis 1.4.2006
- > Raymond Plüss

Groupe Virements et Service Maestro

- > Katharina Bolliger-Lüthi
cheffe de groupe
- > Milena Baranzini
- > Ariane Büttiker
- > Sandra Sommer

Groupe Service à la clientèle

- > Irene Weidmann
cheffe de groupe
- > Graziana Camastral Rogger
- > Andrea Lehner
- > Cornelia Stillhard
- > Carmen Weishaupt
- > Brigitta Widmer

Nettoyage Olten

- > Nenad Vekic

Production de crédits

- > Thomas Bieri
chef de secteur
- > Monika Lüscher

Groupe Clients commerciaux et Projets

- > Thomas Grädel
chef de groupe
- > Lutz Kamm
- > Jeannette Klarer
- > Malvin Richard
depuis 1.11.2006

Groupe Financements immobiliers

- > Walter Käser
chef de groupe
- jusqu'au 30.4.2006*
- > Bernadette Schnüriger
cheffe de groupe
- depuis 1.5.2006*
- > Francisco Cabarrubia
depuis 1.7.2006
- > Christian Kohler

Administration des crédits/ Gestion des crédits à risques

- > Lea Degen
Cheffe de secteur

Groupe Gestion des crédits à risques

- > Arne Looser

Groupe Administration des crédits

- > Gregor Kuhfus
chef de groupe
- > Cornelia Gerber
jusqu'au 31.7.2006
- > Barbara Kehrl
- > Walter Schio
jusqu'au 31.10.2006
- > Georg Sieber
- > Beat Graf
Stagiaire depuis 11.12.2006

Clientèle privée et investisseurs

- > Daniel Schär
chef de secteur
- jusqu'au 31.8.2006*
- > Walter Nägeli
chef de secteur
- depuis 1.3.2006*
- > Ursulai Frauchiger
- > Markus Pfister
- > Judith Schär

Groupe Opérations quotidiennes

- > Urs Rickenbacher
chef de groupe
- > Lee Aspinall
- > Rosanna di Pasquale
- > Michael Kissling
depuis 1.10.2006

Projet Développement des activités de conseil

- > Beatrice Marti
jusqu'au 31.12.2006

Apprenant(e)s

- > Jason Young
jusqu'au 3.2.2006
- > Sakir Özsemerci
depuis 6.2.2006
- > Daniela Kunz
depuis 16.8.2006

Fondations BAS 2 et BAS 3

- > Günther Ketterer
président jusqu'au 18.6.2006
- > Markus Schatzmann
président depuis 19.6.2006
- > Etienne Bonvin
- > Dorothee Jaun
- > Conrad Lutz
depuis 19.6.2006
- > Judith Schär-Grunder
- > Ruedi Ursenbacher
- > Edy Walker
- > Eva Zumbrunn Gämperle

Rédaction «moneta»

- > René Hornung
rédacteur en chef
- depuis 1.1.2006*
- > Aldo Clerici
- > Claudia Nielsen
- > Dominique Roten
- > Dominique Zimmermann
- > Rico Kessler
depuis 24.10.2006

Conseil d'administration



Claudia Nielsen

Logistique



Katrin Keller-Müller



Sandra Sommer



Cornelia Stillhard

Clientèle privée et investisseurs



Walter Nägeli

Production de crédits



Thomas Bieri



Bernadette Schnüriger

Service de durabilité



Sonja Trappe

Projet Développement des activités de conseil



Beatrice Marti

Romandie



Dominique Roten

Bureau zurichois d'information



Susanne Aebi



Christina Aus der Au Monika Bär Conrad Lutz Eric Nussbaumer Raymond Plüss Markus Schatzmann Christina von Passavant



Olaf Weber Anita Wymann **Direction générale** Christa Joss Etienne Bonvin Edy Walker



Milena Baranzini Katharina Bolliger-Lüthi Ariane Büttiker Graziana Camastral Andrea Lehner Raymond Plüss Esther Rütli



Irene Weidmann Carmen Weishaupt Brigitta Widmer **Informatique** Marc Gerber Andreas Bänder Werner Hildebrand



Lee Aspinall Ursulai Frauchiger Michael Kissling Rosanna Di Pasquale Markus Pfister Urs Rickenbacher Judith Schär



Francisco Cabarrubia Thomas Grädel Lutz Kamm Jeannette Klarer Christian Kohler Monika Lüscher Malvin Richard



Administration des crédits/Gestion des crédits à risques Lea Degen Beat Graf Barbara Kehrl Gregor Kuhfus Arne Looser Georg Sieber



Service externe Roman Fröhlich **Service juridique et compliance** Andreina Brodbeck **Service du personnel** Roswitha Kick Karin Kriesi



Service de communication Rico Kessler Bruno Bisang **Service d'assistance** Claudia Salzmann Esther Kaderli Benjamin Schiess



Isabelle Biollay Chantal Bolay Muriel Gerber Filomena Gonzalez Hans Kohler Simon Tommer Sébastien Volery



Bureau genevois d'information Nathalie Ruegger **Bureau tessinois d'information** Fabiano Cavadini **Apprenant(e)s** Daniela Kunz Sakir Özsemerci



OHNE FLEISS
KEIN SCHEISS



stand up
eat up

Evos

Rétrospective de la fondation et des exercices antérieurs de la Banque alternative BAS

- 1982** Un sondage de la Déclaration de Berne démontre qu'en Suisse, beaucoup de gens seraient intéressés par une banque aux objectifs sociaux et écologiques.
- 1985** Constitution d'un groupe informel, composé de quelques personnes qui se penchent concrètement sur la possibilité de fonder une banque de ce type.
- 1987** Fondation du Groupe de travail Banque alternative (GTBA) le 1^{er} avril. La même année, un différend est porté devant un tribunal par le GTBA et par un autre groupe; le GTBA vise la création de la banque «par le bas» et l'autre groupe celle, en comité restreint, d'une banque pratiquant une politique d'affaires «écoefficiente» et en même temps rentable. Le GTBA l'emporte et fonde, en novembre 1987, l'Association de soutien pour une banque alternative en Suisse, dotée d'un secrétariat à Zurich. L'association compte rapidement au nombre de ses membres 1600 particuliers ainsi que 120 organisations (partis, organismes d'intérêt public entre autres) et entreprises, rassemblant pour leur part 300 000 membres ou collaboratrices et collaborateurs. Les recettes issues des cotisations des membres permettent de fonder la banque sans contracter de dette.
- 1988** Première assemblée générale de l'Association. Elle décide que la future banque s'appellera «Banque alternative» et choisit la forme juridique de la société anonyme. La collecte du capital-actions débute en juin. Des secrétariats sont ouverts à Genève et au Tessin.
- 1989** Adoption provisoire des statuts, des directives en matière de placement et de crédit ainsi que des règlements internes d'organisation et d'affaires.
- 1990** En mai, élection des membres du conseil d'administration et du conseil d'éthique; demande d'autorisation d'exercice de l'activité bancaire et d'ouverture de la Banque alternative BAS auprès de la Commission fédérale des banques. A cette date, 2700 particuliers, organisations et entreprises ont souscrit un capital-actions de 9,5 millions de francs, alors qu'il ne faut que 5 millions pour fonder une nouvelle banque. Elle ouvre ses guichets à Olten le 29 octobre. L'association est dissoute. La question de l'emplacement reste controversée jusqu'à la dernière minute: ce sont surtout les Bernois et les Bâlois qui plaident en faveur du nœud routier et ferroviaire qu'est Olten, et un nombre égal se prononce en faveur de Zurich. La possibilité de louer des locaux à un prix abordable à Olten résout le problème.
- 1991** La BAS termine l'exercice avec un total du bilan de 57 millions de francs et une perte de 756 000 francs (dont des provisions pour risque de ruine d'un montant de 545 000 francs et des frais uniques résultant de l'année de la fondation). Elle compte 3750 clientes et clients ainsi que 103 preneuses et preneurs de crédit.
- 1992** La section latine de l'association est rappelée à la vie sous forme «d'Association romande pour la promotion de la Banque alternative BAS», pour préparer l'ouverture d'une représentation en Suisse romande. La banque termine l'exercice avec un bénéfice net de 267 000 francs et un total du bilan de 92 millions de francs. Le nombre de ses clientes et clients est passé à 5600; 167 crédits ont été octroyés.
- 1993** La perte reportée de la banque est intégralement compensée en dépit de l'augmentation simultanée des quotas de provisions pour risque de ruine et d'un amortissement extraordinaire des frais de fondation. Une première augmentation de capital débute.
- 1994** L'exercice se termine sur un bénéfice net de 291 000 francs. Pour la première fois, 100 000 francs peuvent être versés dans le fonds d'encouragement défini dans les statuts.
- 1995** La banque fête son cinquième anniversaire. Le total de son bilan s'élève désormais à 185 millions de francs; elle compte 9300 clientes et clients ainsi que 350 preneuses et preneurs de crédit.
- 1996** La BAS se raccorde au SIC (Swiss Interbank Clearing), ce qui lui permet d'accélérer le traitement des virements. Les premiers crédits alimentés par le fonds d'encouragement sont octroyés. L'association Fonds d'innovation lui succède; elle s'engage dans le cadre de participations et de cautionnements.
- 1997** Introduction de la carte ec-Bancomat pour les clientes et les clients de la BAS. Le principal événement de l'exercice est l'ouverture de la représentation de Lausanne en septembre. Son succès est inattendu. La fusion de la Société de Banque Suisse et de l'Union de Banques Suisses apporte un grand nombre de nouvelles clientes et de nouveaux clients à banque.
- 1998** Le total du bilan de la BAS atteint 370 millions de francs. L'exercice a été principalement consacré à la restructuration des procédures de travail et aux préparatifs pour l'introduction d'un nouveau sys-

tème informatique. Pour la première fois, la BAS a été contrainte de constituer des provisions individuelles d'un montant significatif, ce qui ne représente cependant pas un problème eu égard au volume d'affaires qu'elle enregistre désormais.

1999 En pourcentage d'occupation, les effectifs passent de 2515 à 3425, soit une augmentation de 36%. Le système informatique est intégralement renouvelé et la réorganisation des procédures de travail est entamée. Le total du bilan de la BAS passe à 414 millions de francs et les crédits octroyés à 383 millions de francs, pour 562 preneuses et preneurs de crédit.

2000 La BAS fait état de chiffres réjouissants pour son dixième anniversaire. Le résultat poursuit sa progression constante (+7%) et le bénéfice de l'exercice, s'élève à près de 600 000 francs. Au conseil d'administration, la génération des fondatrices et fondateurs est en grande partie remplacée par de nouveaux membres, dont le nombre passe simultanément de 14 à 9.

2001 Le total du bilan progresse à un demi-milliard de francs (+13%) et les crédits octroyés atteignent 512 millions de francs (+18%). En novembre, le nombre de membres de la direction passe à trois. Dans l'ensemble, les effectifs du personnel se stabilisent au niveau de l'exercice précédent. Les préparatifs en vue de la vente des deux fonds de placement socio-écologiques Sarasin «OekoSar Portfolio» et «ValueSar Equity» sont terminés à la fin de l'année.

2002 La représentation romande fête ses cinq années d'activité. L'exercice a été réjouissant, malgré le contexte économique difficile et la forte concurrence que se livrent les établissements financiers. Les crédits octroyés augmentent de 4% à 452 millions de francs et, à la fin de l'année, 18 622 clientes et clients ont déposé environ 495 millions de francs. La vente des deux fonds de placement socio-écologiques de la Banque Sarasin «OekoSar Portfolio» et «ValueSar Equity» est lancée. Un nouveau système de salaire est élaboré.

2003 La BAS actualise son orientation stratégique et fixe cinq champs d'action stratégiques: définition des principaux critères et indicateurs pour son activité, élaboration d'un rating de durabilité, extension des activités de conseil à la clientèle, remaniement de la politique de bénéfice et de sa distribution et mise au point d'un concept de communication. La répartition du travail entre le conseil d'éthique et le conseil d'administration change. Le service de durabilité entre en fonction et l'élaboration d'un rating immobilier est entamée. En novembre, un séminaire réunit les

actionnaires, la clientèle, des spécialistes et les membres des organes de la banque pour un débat sur la politique d'utilisation du bénéfice. La croissance se poursuit au même rythme, les crédits libérés augmentent de 12% et passent pour la première fois la barre du demi-milliard de francs.

2004 La BAS lance avec succès son «Hypothèque-BAS», reposant sur le Rating immobilier de la BAS®. L'assemblée générale approuve la nouvelle politique de dividende et, avec elle, l'abolition du plafond statutaire du dividende. Le «Débat d'argent» sur le thème «Placements durables – comment faire son choix?» attire en novembre un large public. Les changements au sein de la direction et la discussion sur la modification de la structure de direction mobilisent les énergies, tout en mettant en lumière de nouveaux potentiels. Avec +7%, la croissance du total du bilan correspond aux objectifs, mais les crédits octroyés subissent la forte pression du marché et ne parviennent pas à suivre le rythme (+3%). La BAS constitue une nouvelle fois des réserves substantielles et affiche un bénéfice de 665 000 francs pour l'exercice.

2005 La BAS ouvre le bureau d'information de Bellinzone et concrétise ainsi le projet de ses lignes directrices d'être présente dans les principales régions linguistiques. Depuis mars, la BAS compte plus de 20 000 clientes et clients. Conformément à la décision de l'assemblée générale, un organe de contrôle d'éthique externe veille depuis mai au respect de l'éthique dans la BAS. Le total du bilan a augmenté de 6,5% à 691 millions de francs; malgré de nombreuses nouvelles affaires, le total des crédits utilisés diminue de 2,7%. La gamme de fonds de placement est élargie. Quelques positions de crédit en souffrance peuvent être assainies.

2006 La BAS fête son quinzième anniversaire avec ses actionnaires. Les actionnaires et la clientèle reçoivent un ouvrage intitulé «L'histoire d'une banque extraordinaire: L'alternative». La BAS adhère à la FEBEA et réexamine sa stratégie. Elle décide de changer de plate-forme informatique et d'adhérer à un réseau de banques régionales. Le total du bilan s'élève à 724 millions de francs, et la banque gère 11,6 millions de francs de parts de fonds de placement durables.



BANQUE
ALTERNATIVE
Investir autrement.